



PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

Direction régionale et interdépartementale de
l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France

Décision n° DRIEE-SDDTE-2015-080 du **16 JUIN 2015**

**Dispensant de la réalisation d'une étude d'impact en application
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région d'Île-de-France
Préfet de Paris
Commandeur de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n°2 015 097-0006 du 7 avril 2015 portant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Alain Vallet, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n°2 015 099-0003 du 9 avril 2015 portant subdélégation de signature en matière administrative de Monsieur Alain Vallet, ingénieur général des mines, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à ses collaborateurs ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F01114P0065 relative au **projet de construction de trois bâtiments d'activités tertiaires, rue des Caboeufs à Gennevilliers dans le département des Hauts-de-Seine**, reçue complète le 12 mai 2015 ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France daté du 29 mai 2015 ;

Considérant que le projet consiste à construire trois bâtiments d'activités tertiaires, développant 12 900 m² de surface de plancher environ, sur 8 m de hauteur maximale et aucun niveau de sous-sol, ainsi que 175 places de stationnement en extérieur ;

Considérant que le projet est soumis à permis de construire, sur le territoire d'une commune dotée d'un Plan local d'urbanisme (PLU) n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation environnementale, que le projet crée une surface de plancher comprise en 10 000 m² et 40 000 m², et qu'il relève donc de la rubrique 36° « Projets soumis à la procédure de cas par cas » du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet s'implante au sein d'une zone industrielle, sur un terrain libéré de toute occupation et remblayé ;

Considérant que les sols du terrain sont pollués en métaux lourds et hydrocarbures ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à respecter les recommandations du rapport de dépollution, joint en annexe de la présente demande, en ce qui concerne l'évacuation d'une partie des terres et le confinement sur site ;

Considérant que le projet s'implante en « zone hors submersion » du Plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) du département des Hauts-de-Seine ;

Considérant que le PPRI impose, au sein des îlots hors submersion, des règles de construction desquelles le pétitionnaire devra démontrer l'application pour que le permis de construire puisse être délivré ;

Considérant que le site ne présente pas de sensibilité particulière en termes de paysage et de biodiversité ;

Considérant que les travaux, prévus entre le début de l'année 2016 et la fin de l'année 2017, sont susceptibles de générer des nuisances telles que bruits, poussières, pollutions accidentelles, obstacles à la circulation, dégradations du paysage, etc ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à inscrire son projet « dans une démarche environnementale assurant la réalisation d'un chantier à faibles nuisances » ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le maître d'ouvrage, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement et la santé humaine ;

Décide :

Article 1^{er}

La réalisation d'une étude d'impact n'est pas nécessaire pour le **projet de construction de trois bâtiments d'activités tertiaires, rue des Caboeufs à Gennevilliers dans le département des Hauts-de-Seine.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

En application de l'article R.122-3 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture de région et de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France.

Pour le préfet de la région d'Île-de-France et par délégation, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie de la région d'Île-de-France

Pi
La chef du service du développement durable
des territoires et des entreprises
D.R.I.E.E. Île-de-France


Hélène SYNDIQUE

Voies et délais de recours

- **Recours administratif gracieux :**

Monsieur le préfet de la région d'Île-de-France

Adresse postale : DRIEE IF – 10 rue Crillon 75194 Paris cedex 4

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision, ce recours préalable a pour effet de suspendre et proroger le délai du recours contentieux)

- **Recours administratif hiérarchique :**

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

92055 Paris La Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision, ce recours préalable a pour effet de suspendre et proroger le délai du recours contentieux)

- **Recours contentieux :**

Tribunal administratif compétent

(Délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours administratif (gracieux ou hiérarchique), dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).